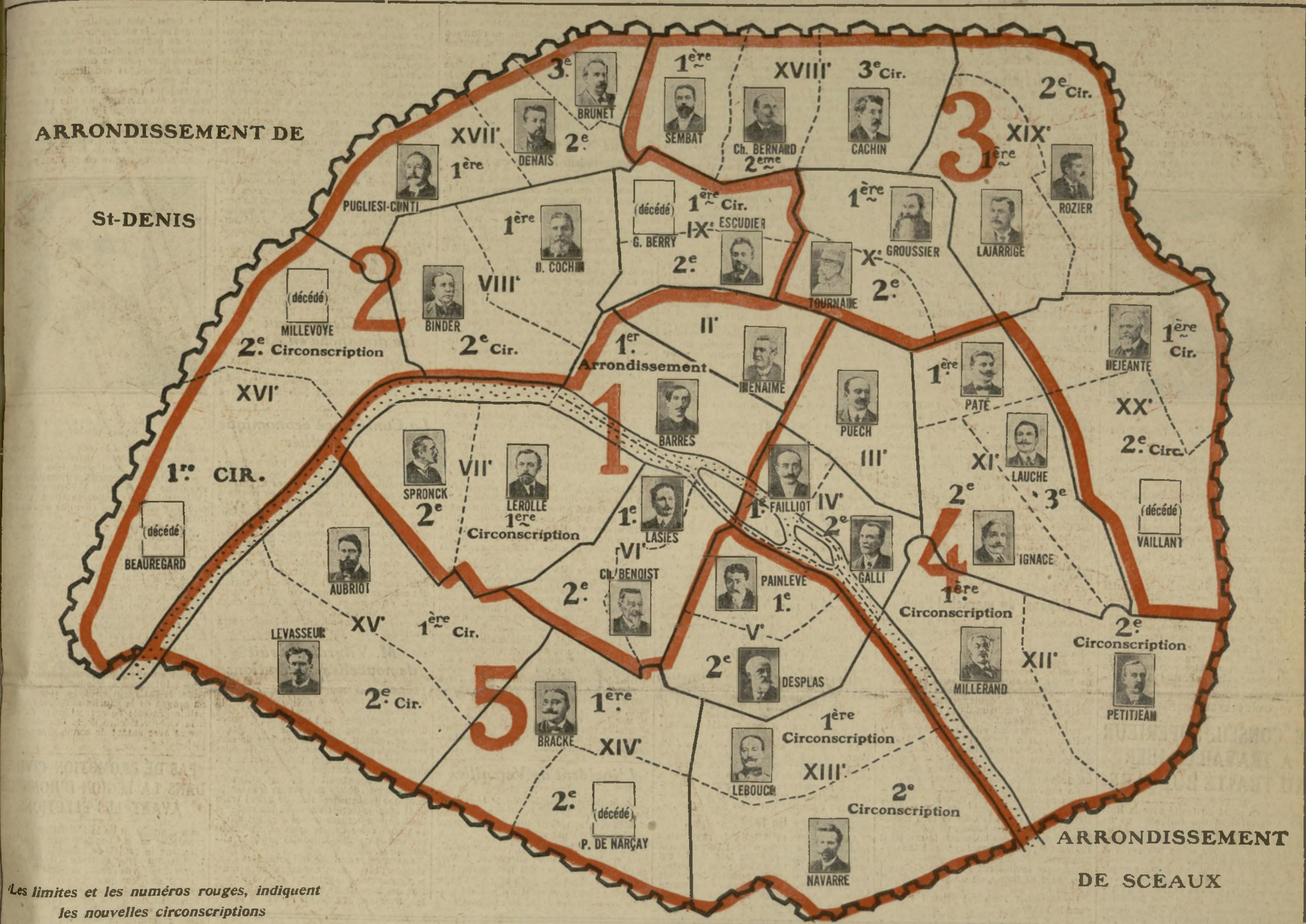


LA FUTURE CARTE DES ÉLECTIONS A PARIS ET EN BANLIEUE

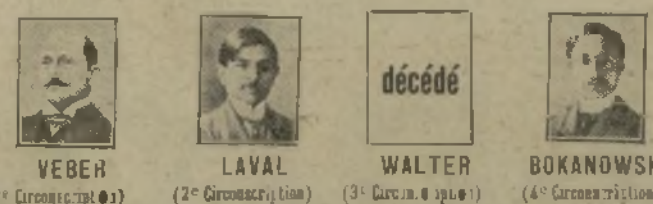


LES 5 CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES QUE COMPORTERA LE DÉPARTEMENT DE LA SEINE, D'APRÈS LE PROJET DU GOUVERNEMENT

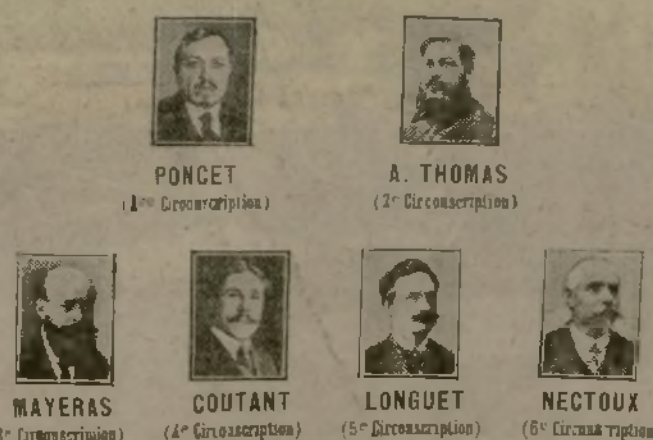


DÉPUTÉS DE LA SEINE

Arrondissement de Saint-Denis



Arrondissement de Sceaux



LES 6^e ET 7^e CIRCONSCRIPTIONS DE LA SEINE ET LES DÉPUTÉS ACTUELS DU DÉPARTEMENT

D'après le projet de sectionnement des grands départements actuellement soumis à la Chambre, la Seine serait divisée en 7 circonscriptions électorales, dont 5 pour la Ville de Paris et 2 pour le reste du département de la Seine. Le département de Seine-et-Oise comporterait 2 circonscriptions. Ajoutons

que, d'après la loi votée, le nombre actuel des députés sera maintenu jusqu'au prochain recensement. Nous donnons ci-dessus, en rouge, le plan des futures circonscriptions, ainsi que les photos des représentants actuels des divers arrondissements qui seront appelés, dans le nouveau sectionnement, à les composer.

A LA COMMISSION DE LA PAIX

LES CLAUSES FINANCIÈRES
DU TRAITÉ ONT ÉTÉ, HIER,
EXPOSÉES PAR M. KLOTZ

UNE DETTE DE PLUS DE MILLE MILLIARDS

L'Allemagne doit rembourser les frais de la guerre ainsi que les frais des pensions, des allocations et des réparations des dommages.

LA SOLIDARITÉ FRANCO-AMÉRICAINE

La commission de la paix s'est réunie hier, sous la présidence de M. René Viviani. Elle a entendu M. Klotz, ministre des Finances, et M. Loucheur, ministre de la Reconstruction industrielle, sur les réparations et les clauses financières. M. Klotz a exposé que la somme totale due par l'Allemagne, y compris les frais de guerre, s'élevait à plus de 1.000 milliards, ce qui, étant donné que cette somme n'aurait pu être payée que par échelonnements, et qu'un intérêt de 5 0/0 aurait été attaché au capital dû, aurait entraîné le paiement par l'Allemagne, en soixante-quinze ans, de près de 2.000 milliards. Les Alliés ont pensé que les fa-



M. Louis Dubois
Rapporteur financier de la commission de la paix.

cultés de l'Allemagne auraient rendu impossible ce paiement par la journée, si non compromis, les sommes légitimement dues à la France.

Les Alliés n'ont pas établi — déduction faite des frais de la guerre — le principe de la dette ; mais ce principe est établi par la nécessité pour l'Allemagne de payer les pensions, les allocations, les réparations des dommages.

Quant au quantum, il est difficile d'établir un chiffre fixe de la dette, car cela dépend de la façon dont les réparations, en tenant pour base les plus-values de toutes choses, ne peuvent être déterminées. Ce chiffre sera fixé le 17 mai 1921.

M. Tardieu a exposé la situation financière de la France au regard des États-Unis, et a fait connaître les différentes négociations qui, sous toutes les formes, ont été conduites et vont être développées, au titre de l'état et au titre commercial, en vue de renouer entre la France et l'Amérique la solidarité économique.

CONFÉRENCE DE PARIS

LE CONSEIL SUPÉRIEUR
A TRAVAILLÉ HIER
AU TRAITÉ BULGARE

La mise au point du traité avec la Bulgarie a fait l'objet des délibérations du Conseil supérieur des Alliés. La rédaction proposée pour les clauses de la protection des minorités et pour celles des ports et voies d'eau a été adoptée.

Les « Cinq » se sont également occupés de l'Eschom, que le général allemand von der Goltz se refuse à évacuer. Hier, il a été formellement invité à évacuer la première fois au mois de mai dernier. Il a donné comme raisons à son refus qu'il n'avait pas de bateaux, qu'il n'était pas sûr de ses troupes et qu'il convenait d'assurer des terres à ses soldats. Le général anglais Gough est chargé de lui intimier l'ordre de se retirer.

La commission de révision des actes de Berlin et de Bruxelles relatifs à l'Afrique a tenu séance pour continuer ses travaux. Elle a terminé ceux qui concernaient l'Afrique du Nord et a abordé la question du commerce des spiritueux.

Le sectionnement électoral

La commission du suffrage universel a continué hier, l'examen des sectionnements des départements, en vue des prochaines élections législatives.

Elle a accepté les sectionnements proposés par le projet gouvernemental pour les départements de la Loire-Inférieure, de Maine-et-Loire et du Morbihan.

Par contre, elle a décidé que les départements de la Charente-Inférieure et de l'Ille-et-Vilaine ne formeraient chacun qu'une circonscription.

Une modification importante a été introduite dans le sectionnement proposé pour la Gironde. La commission a décidé de rattacher l'arrondissement de Lesparre à celui de Bordeaux pour former la première circonscription. Les autres arrondissements du département formeront la seconde circonscription.

Les fêtes de la
Reconnaissance nationale

La fête de la Reconnaissance nationale exprimée par les enfants des écoles aux soldats français s'organise dans la plupart des communes de France.

Toutefois, à Paris, le 2 août, au grand amphithéâtre de la Sorbonne, sous la présidence du président de la République, M. Paul Deschamps, M. Ernest Lavisse, M. Jean Richelieu, M. Jean Naudin, M. Georges Clemenceau, le maréchal Foch, M. Louis Loucheur, ont assisté aux fêtes de la reconnaissance nationale. Les enfants des écoles, au nombre de onze cents, entourés des délégués des corps militaires, des associations, des groupes, dans l'enceinte des fêtes, ont été répartis dans les tribunes et galeries.

Le lendemain, dimanche, 3 août, dans 20.000 communes, des fêtes se préparent.

CONGO
SAVON DU CONGO
BLANCHEUR-TEINT
VICTOR VAISSIER

HOMMAGE AU VAINQUEUR

LE MARÉCHAL FOCH
NOMMÉ "FIELDMARSHAL"
PAR LE ROI D'ANGLETERRE

Le lord-maire de Londres confère au généralissime des armées alliées la franchise honoraire de la Cité et lui remet une épée d'honneur.

Puis il salue en lui le modèle des générations futures de soldats.

Londres, 30 juillet. — Le roi a reçu le maréchal Foch au palais de Buckingham et lui a conféré le titre de Fieldmarshal de l'armée britannique.

La réception au Guildhall

Londres, 30 juillet. — La foule a fait un accueil enthousiaste au maréchal Foch, qui, accompagné des généraux Weyland et Corvisart, s'est rendu au Guildhall pour y recevoir le droit de franchise de la Cité. A midi précis, le lord-maire et la lady-mayor ont fait leur entrée au milieu d'une double haie d'huissiers, pendant que l'orchestre jouait dans une tribune au fond de la salle.

Le maréchal Douglas Haig fut l'objet de chaleureuses acclamations ; à l'arrivée de MM. Cambon et de Fleury, l'assistance, debout, a poussé des acclamations.

A midi 30, le maréchal Foch est entré, aux acclamations de la foule, accompagné des généraux Weyland et Corvisart. Les discours ont été prononcés au milieu d'une profonde attention, le public montrant à plusieurs passages une émotion sincère.

Discours du lord-maire

Le lord-maire de la Cité, donnant lecture de l'adresse adressée au maréchal Foch la franchise honoraire de la Cité, rappela la part brillante qu'il a prise à la défense de Verdun, à la première bataille de la Marne, et les qualités incomparables de tacticien dont il fit preuve comme commandant en chef des armées alliées.

Notre estime pour le maréchal Foch, ajouta-t-il, est basée sur la connaissance que nous avons de son œuvre sans précédent dans l'histoire.

Ce grand triomphe final, supporté avec une modeste dignité, nous a montré le sang-froid et la force de caractère, et la juste récompense d'une vie consacrée à l'étude de la science militaire.

Le lord-maire, après avoir déclaré que le maréchal serait le modèle des générations futures de soldats, lui demanda d'accepter une épée d'honneur « en témoignage d'admiration profonde pour les services qu'il rendit à la France et au monde ».

Quant au quantum, il est difficile d'établir un chiffre fixe de la dette, car cela dépend de la façon dont les réparations, en tenant pour base les plus-values de toutes choses, ne peuvent être déterminées. Ce chiffre sera fixé le 17 mai 1921.

M. Tardieu a exposé la situation financière de la France au regard des États-Unis, et a fait connaître les différentes négociations qui, sous toutes les formes, ont été conduites et vont être développées, au titre de l'état et au titre commercial, en vue de renouer entre la France et l'Amérique la solidarité économique.

Les « Cinq » se sont également occupés de l'Eschom, que le général allemand von der Goltz se refuse à évacuer. Hier, il a été formellement invité à évacuer la première fois au mois de mai dernier. Il a donné comme raisons à son refus qu'il n'avait pas de bateaux, qu'il n'était pas sûr de ses troupes et qu'il convenait d'assurer des terres à ses soldats. Le général anglais Gough est chargé de lui intimier l'ordre de se retirer.

La commission de révision des actes de Berlin et de Bruxelles relatifs à l'Afrique a tenu séance pour continuer ses travaux. Elle a terminé ceux qui concernaient l'Afrique du Nord et a abordé la question du commerce des spiritueux.

Le sectionnement électoral

La commission du suffrage universel a continué hier, l'examen des sectionnements des départements, en vue des prochaines élections législatives.

Elle a accepté les sectionnements proposés par le projet gouvernemental pour les départements de la Loire-Inférieure, de Maine-et-Loire et du Morbihan.

Par contre, elle a décidé que les départements de la Charente-Inférieure et de l'Ille-et-Vilaine ne formeraient chacun qu'une circonscription.

Une modification importante a été introduite dans le sectionnement proposé pour la Gironde. La commission a décidé de rattacher l'arrondissement de Lesparre à celui de Bordeaux pour former la première circonscription. Les autres arrondissements du département formeront la seconde circonscription.

Les fêtes de la Reconnaissance nationale

La fête de la Reconnaissance nationale exprimée par les enfants des écoles aux soldats français s'organise dans la plupart des communes de France.

Toutefois, à Paris, le 2 août, au grand amphithéâtre de la Sorbonne, sous la présidence du président de la République, M. Paul Deschamps, M. Ernest Lavisse, M. Jean Richelieu, M. Jean Naudin, M. Georges Clemenceau, le maréchal Foch, M. Louis Loucheur, ont assisté aux fêtes de la reconnaissance nationale. Les enfants des écoles, au nombre de onze cents, entourés des délégués des corps militaires, des associations, des groupes, dans l'enceinte des fêtes, ont été répartis dans les tribunes et galeries.

Le lendemain, dimanche, 3 août, dans 20.000 communes, des fêtes se préparent.

CONGO

SAVON DU CONGO

BLANCHEUR-TEINT

VICTOR VAISSIER

Les fêtes de la Reconnaissance nationale

La fête de la Reconnaissance nationale exprimée par les enfants des écoles aux soldats français s'organise dans la plupart des communes de France.

Toutefois, à Paris, le 2 août, au grand amphithéâtre de la Sorbonne, sous la présidence du président de la République, M. Paul Deschamps, M. Ernest Lavisse, M. Jean Richelieu, M. Jean Naudin, M. Georges Clemenceau, le maréchal Foch, M. Louis Loucheur, ont assisté aux fêtes de la reconnaissance nationale. Les enfants des écoles, au nombre de onze cents, entourés des délégués des corps militaires, des associations, des groupes, dans l'enceinte des fêtes, ont été répartis dans les tribunes et galeries.

Le lendemain, dimanche, 3 août, dans 20.000 communes, des fêtes se préparent.

CONGO

SAVON DU CONGO

BLANCHEUR-TEINT

VICTOR VAISSIER

Les fêtes de la Reconnaissance nationale

LA REPRISSE DES RELATIONS DIPLOMATIQUES

QUI HABITERA L'HOTEL
DE L'AMBASSADE D'ALLEMAGNE?

Von Lucius? Von Lersner? En tout cas, on confirme que ce ne sera, jusqu'à nouvel ordre, qu'un chargé d'affaires et non pas un ambassadeur, si l'on s'en réfère aux précédents.

COMMENT LES RAPPORTS FURENT RENOUÉS APRÈS 1870

On se préoccupe, dans les milieux de la diplomatie, de savoir qui sera titulaire de l'ambassade d'Allemagne à Paris. Le nom de von Lucius est prononcé. Certains approuvent d'autres démentent, le plus grand nombre se réservent.

Il semble que ces informations soient pour le moins prématurées, et que le bruit suivant lequel M. von Lersner s'installerait prochainement rue de Lille, en qualité de « chargé d'affaires », repose sur des données plus exactes. Que ce soit M. von Lersner ou un autre, il est, en effet, infailliblement probable, pour ne pas dire certain, qu'à Paris comme à Berlin de simples chargés d'affaires assureront les relations pendant la période de transition entre la date de la paix officiellement conclue et ratifiée par le Parlement et celle de la paix ratifiée par le cœur des peuples belligérants.

Au point de vue diplomatique, la différence essentielle entre l'ambassadeur et le chargé d'affaires est que le premier est accrédité auprès du chef de l'Etat, tandis que le second ne l'est qu'auprès du ministre des Affaires étrangères.

Il n'y a pas de règlements protocolaires définis en ce qui concerne la reprise des relations diplomatiques entre deux nations qui ont cessé d'être en état de guerre, mais il y a des précédents auxquels se réfèrent les diplomates.

En principe, ainsi que nous le disions il y a quelques jours, les relations peuvent être rétablies immédiatement, dès que le traité de paix entre en vigueur. Or, la clause finale du traité de Versailles prévoit que la date de cette entrée en vigueur sera celle d'un procès-verbal, dressé à Paris, et constatant le dépôt des ratifications de l'Allemagne, d'une part, et de trois des principales puissances alliées ou associées, d'autre part.

Dès que sera dressé ce procès-verbal, les nations qui auront ainsi ratifié le traité pourront donc reprendre les relations avec l'Allemagne.

Si l'on se reporte aux précédents qui ont, à cet égard, force de loi, on verra que, dans le plus grand nombre de cas, les chargés d'affaires ont précédé les ambassadeurs, et que ceux-ci n'ont été nommés qu'après un certain laps de temps.

En 1856

Avant la guerre de Crimée, le marquis de Castelbajac, ministre plénipotentiaire, représentait la France à Saint-Petersbourg, et M. de Kisselef, également ministre plénipotentiaire, représentait la Russie à Paris.

La rupture date de février 1854. Le 30 avril 1856, les relations furent rétablies par la nomination d'un chargé d'affaires de France à Saint-Petersbourg, M. Charles Baudin, puis par celle d'un chargé d'affaires de Russie à Paris, le baron de Brunnow. La transition fut très courte, et les relations ne tardèrent pas à redevenir plus cordiales encore que par le passé, par l'envoi du comte de Morny, ambassadeur extraordinaire à Saint-Petersbourg, le 2 juillet 1856, tandis que, le 4 juillet de la même année, le comte de Kisselef revint à Paris, cette fois en qualité d'ambassadeur.

La fastueuse ambassade du comte de Morny fit sur les Russes une impression extraordinaire ; on répéta ses mots, on copia ses attitudes, on tenta d'imiter son élégance suprême. Sa présence à Saint-Petersbourg contribua pour beaucoup à la réconciliation complète des deux puissances.

En 1859

Après la guerre d'Italie, le rapprochement entre la France et l'Autriche fut plus rapide encore. Cette fois, il n'y eut même point de transition ; des ambassadeurs furent nommés aussitôt après la conclusion de la paix. Mais ce ne furent pas les mêmes personnages qui revinrent dans les capitales réconciliées.

Le lieutenant Claretie, du 2^e conseil de guerre, chargé de l'information pour coups et blessures ouverte contre X., a été révoqué de son instruction par un non-lieu.

Il s'agit des incidents provoqués au départ de la délégation allemande, à Versailles. L'enquête conclut que, seuls, MM. Velehor et M. Dimetrov ont affirmé avoir reçu des pierres, et qu'il n'a pas été possible de confirmer leurs affirmations.

Le lieutenant Claretie, du 2^e conseil de guerre, chargé de l'information pour coups et blessures ouverte contre X., a été révoqué de son instruction par un non-lieu.

Il s'agit des incidents provoqués au départ de la délégation allemande, à Versailles. L'enquête conclut que, seuls, MM. Velehor et M. Dimetrov ont affirmé avoir reçu des pierres, et qu'il n'a pas été possible de confirmer leurs affirmations.

Le lieutenant Claretie, du 2^e conseil de guerre, chargé de l'information pour coups et blessures ouverte contre X., a été révoqué de son instruction par un non-lieu.

Il s'agit des incidents provoqués au départ de la délégation allemande, à Versailles. L'enquête conclut que, seuls, MM. Velehor et M. Dimetrov ont affirmé avoir reçu des pierres, et qu'il n'a pas été possible de confirmer leurs affirmations.

Le lieutenant Claretie, du 2^e conseil de guerre, chargé de l'information pour coups et blessures ouverte contre X., a été révoqué de son instruction par un non-lieu.

Il s'agit des incidents provoqués au départ de la délégation allemande, à Versailles. L'enquête conclut que, seuls, MM. Velehor et M. Dimetrov ont affirmé avoir reçu des pierres, et qu'il n'a pas été possible de confirmer leurs affirmations.

Le lieutenant Claretie, du 2^e conseil de guerre, chargé de l'information pour coups et blessures ouverte contre X., a été révoqué de son instruction par un non-lieu.

Il s'agit des incidents provoqués au départ de la délégation allemande, à Versailles. L'enquête conclut que, seuls, MM. Velehor et M. Dimetrov ont affirmé avoir reçu des pierres, et qu'il n'a pas été possible de confirmer leurs affirmations.

Le lieutenant Claretie, du 2^e conseil de guerre, chargé de l'information pour coups et blessures ouverte contre X., a été révoqué de son instruction par un non-lieu.

Il s'agit des incidents provoqués au départ de la délégation allemande, à Versailles. L'enquête conclut que, seuls, MM. Velehor et M. Dimetrov ont affirmé avoir reçu des pierres, et qu'il n'a pas été possible de confirmer leurs affirmations.

Le lieutenant Claretie, du 2^e conseil de guerre, chargé de l'information pour coups et blessures ouverte contre X., a été révoqué de son instruction par un non-lieu.

Il s'agit des incidents provoqués au départ de la délégation allemande, à Versailles. L'enquête conclut que, seuls, MM. Velehor et M. Dimetrov ont affirmé avoir reçu des pierres, et qu'il n'a pas été possible de confirmer leurs affirmations.

Le lieutenant Claretie, du 2^e conseil de guerre, chargé de l'information pour coups et blessures ouverte contre X., a été révoqué de son instruction par un non-lieu.

Il s'agit des incidents provoqués au départ de la délégation allemande, à Versailles. L'enquête conclut que, seuls, MM. Velehor et M. Dimetrov ont affirmé avoir reçu des pierres, et qu'il n'a pas été possible de confirmer leurs affirmations.

Le lieutenant Claretie, du 2^e conseil de guerre, chargé de l'information pour coups et blessures ouverte contre X., a été révoqué de son instruction par un non-lieu.

Il s'agit des incidents provoqués au départ de la délégation allemande, à Versailles. L'enquête conclut que, seuls, MM. Velehor et M. Dimetrov ont affirmé avoir reçu des pierres, et qu'il n'a pas été possible de confirmer leurs affirmations.

Le lieutenant Claretie, du 2^e conseil de guerre, chargé de l'information pour coups et blessures ouverte contre X., a été révoqué de son instruction par un non-lieu.

Il s'agit des incidents provoqués au départ de la délégation allemande, à Versailles. L'enquête conclut que, seuls, MM. Velehor et M. Dimetrov ont affirmé avoir reçu des pierres, et qu'il n'a pas été possible de confirmer leurs affirmations.

Le lieutenant Claretie, du 2^e conseil de guerre, chargé de l'information pour coups et blessures ouverte contre X., a été révoqué de son instruction par un non-lieu.

Il s'agit des incidents provoqués au départ de la délégation allemande, à Versailles. L'enquête conclut que, seuls, MM. Velehor et M. Dimetrov ont affirmé avoir reçu des pierres, et qu'il n'a pas été possible de confirmer leurs affirmations.

Le lieutenant Claretie, du 2^e conseil de guerre, chargé de l'information pour coups et blessures ouverte contre X., a été révoqué de son instruction par un non-lieu.

EXCELSIOR

LA REPRISSE DES RELATIONS DIPLOMATIQUES

Von Lucius? Von Lersner? En tout cas, on confirme que ce ne sera, jusqu'à nouvel ordre, qu'un chargé d'affaires et non pas un ambassadeur, si l'on s'en réfère aux précédents.

COMMENT LES RAPPORTS FURENT RENOUÉS APRÈS 1870

On se préoccupe, dans les milieux de la diplomatie, de savoir qui sera titulaire de l'ambassade d'Allemagne à Paris. Le nom de von Lucius est prononcé. Certains approuvent d'autres démentent, le plus grand nombre se réservent.

Il semble que ces informations soient pour le moins prématurées, et que le bruit suivant lequel M. von Lersner s'installerait prochainement rue de Lille, en qualité de « chargé d'affaires », repose sur des données plus exactes. Que ce soit M. von Lersner ou un autre, il est, en effet, infailliblement probable, pour ne pas dire certain, qu'à Paris comme à Berlin de simples chargés d'affaires assureront les relations pendant la période de transition entre la date de la paix officiellement conclue et ratifiée par le Parlement et celle de la paix ratifiée par le cœur des peuples belligérants.

Au point de vue diplomatique, la différence essentielle entre l'ambassadeur et le chargé d'affaires est que le premier est accrédité auprès du chef de l'Etat, tandis que le second ne l'est qu'auprès du ministre des Affaires étrangères.

Il n'y a pas de règlements protocolaires définis en ce qui concerne la reprise des relations diplomatiques entre deux nations qui ont cessé d'être en état de guerre, mais il y a des précédents auxquels se réfèrent les diplomates.

En principe, ainsi que nous le disions il y a quelques jours, les relations peuvent être rétablies immédiatement, dès que le traité de paix entre en vigueur. Or, la clause finale du traité de Versailles prévoit que la date de cette entrée en vigueur sera celle d'un procès-verbal, dressé à Paris, et constatant le dépôt des ratifications de l'Allemagne, d'une part, et de trois des principales puissances alliées ou associées, d'autre part.

Dès que sera dressé ce procès-verbal, les nations qui auront ainsi ratifié le traité pourront donc reprendre les relations avec l'Allemagne.

Si l'on se reporte aux précédents qui ont, à cet égard, force de loi, on verra que, dans le plus grand nombre de cas, les chargés d'affaires ont précédé les ambassadeurs, et que ceux-ci n'ont été nommés qu'après un certain laps de temps.

En 1856

Avant la guerre de Crimée, le marquis de Castelbajac, ministre plénipotentiaire, représentait la France à Saint-Petersbourg, et M. de Kisselef, également ministre plénipotentiaire, représentait la Russie à Paris.

La rupture date de février 1854. Le 30 avril 1856, les relations furent rétablies par la nomination d'un chargé d'affaires de France à Saint-Petersbourg, M. Charles Baudin, puis par celle d'un chargé d'affaires de Russie à Paris, le baron de Brunnow. La transition fut très courte, et les relations ne tardèrent pas à redevenir plus cordiales encore que par le passé, par l'envoi du comte de Morny, ambassadeur extraordinaire à Saint-Petersbourg, le 2 juillet 1856, tandis que, le 4 juillet de la même année, le comte de Kisselef revint à Paris, cette fois en qualité d'ambassadeur.

La fastueuse ambassade du comte de Morny fit sur les Russes une impression extraordinaire ; on répéta ses mots, on copia ses attitudes, on tenta d'imiter son élégance suprême. Sa présence à Saint-Petersbourg contribua pour beaucoup à la réconciliation complète des deux puissances.

En 1859

Après la guerre d'Italie, le rapprochement entre la France et l'Autriche fut plus rapide encore. Cette fois, il n'y eut même point de transition ; des ambassadeurs furent nommés aussitôt après la conclusion de la paix. Mais ce ne furent pas les mêmes personnages qui revinrent dans les capitales réconciliées.

Le lieutenant Claretie, du 2^e conseil de guerre, chargé de l'information pour coups et blessures ouverte contre X., a été révoqué de son instruction par un non-lieu.

Il s'agit des incidents provoqués au départ de la délégation allemande, à Versailles. L'enquête conclut que, seuls, MM. Velehor et M. Dimetrov ont affirmé avoir reçu des pierres, et qu'il n'a pas été possible de confirmer leurs affirmations.

Le lieutenant Claretie, du 2^e conseil de guerre, chargé de l'information pour coups et blessures ouverte contre X., a été révoqué de son instruction par un non-lieu.

Il s'agit des incidents provoqués au départ de la délégation allemande, à Versailles. L'enquête conclut que, seuls, MM. Velehor et M. Dimetrov ont affirmé avoir reçu des pierres, et qu'il n'a pas été possible de confirmer leurs affirmations.

Le lieutenant Claretie, du 2^e conseil de guerre, chargé de l'information pour coups et blessures ouverte contre X., a été révoqué de son instruction par un non-lieu.

Il s'agit des incidents provoqués au départ de la délégation allemande, à Versailles. L'enquête conclut que, seuls, MM. Velehor et M. Dimetrov ont affirmé avoir reçu des pierres, et qu'il n'a pas été possible de confirmer leurs affirmations.

Le lieutenant Claretie, du 2^e conseil de guerre, chargé de l'information pour coups et blessures ouverte contre X., a été révoqué de son instruction par un non-lieu.

Il s'agit des incidents provoqués au départ de la délégation allemande, à Versailles. L'enquête conclut que, seuls, MM. Velehor et M. Dimetrov ont affirmé avoir reçu des pierres, et qu'il n'a pas été possible de confirmer leurs affirmations.

Le lieutenant Claretie, du 2^e conseil de guerre, chargé de l'information pour coups et blessures ouverte contre X., a été révoqué de son instruction par un non-lieu.

Il s'agit des incidents provoqués au départ de la délégation allemande, à Versailles. L'enquête conclut que, seuls, MM. Velehor et M. Dimetrov ont affirmé avoir reçu des pierres, et qu'il n'a pas été possible de confirmer leurs affirmations.

Le lieutenant Claretie, du 2^e conseil de guerre, chargé de l'information pour coups et blessures ouverte contre X., a été révoqué de son instruction par un non-lieu.

Il s'agit des incidents provoqués au départ de la délégation allemande, à Versailles. L'enquête conclut que, seuls, MM. Velehor et M. Dimetrov ont affirmé avoir reçu des pierres, et qu'il n'a pas été possible de confirmer leurs affirmations.

Le lieutenant Claretie, du 2^e conseil de guerre, chargé de l'information pour coups et blessures ouverte contre X., a été révoqué de son instruction par un non-lieu.

Il s'agit des incidents provoqués au départ de la délégation allemande, à Versailles. L'enquête conclut que, seuls, MM. Velehor et M. Dimetrov ont affirmé avoir reçu des pierres, et qu'il n'a pas été possible de confirmer leurs affirmations.

Le lieutenant Claretie, du 2^e conseil de guerre, chargé de l'information pour coups et blessures ouverte contre X., a été révoqué de son instruction par un non-lieu.

Il s'agit des incidents provoqués au départ de la délégation allemande, à Versailles. L'enquête conclut que, seuls, MM. Velehor et M. Dimetrov ont affirmé avoir reçu des pierres, et qu'il n'a pas été possible de confirmer leurs affirmations.

Le lieutenant Claretie, du 2^e conseil de guerre, chargé de l'information pour coups et blessures ouverte contre X., a été révoqué de son instruction par un non-lieu.

Il s'agit des incidents provoqués au départ de la délégation allemande, à Versailles. L'enquête conclut que, seuls, MM. Velehor et M. Dimetrov ont affirmé avoir reçu des pierres, et qu'il n'a pas été possible de confirmer leurs affirmations.

Le lieutenant Claretie, du 2^e conseil de guerre, chargé de l'information pour coups et blessures ouverte contre X., a été révoqué de son instruction par un non-lieu.

Il s'agit des incidents provoqués au départ de la délégation allemande, à Versailles. L'enquête conclut que, seuls, MM. Velehor et M. Dimetrov ont affirmé avoir reçu des pierres, et qu'il n'a pas été possible de confirmer leurs affirmations.

Le lieutenant Claretie, du 2^e conseil de guerre, chargé de l'information pour coups et blessures ouverte contre X., a été révoqué de son instruction par un non-lieu.

Il s'agit des incidents provoqués au départ de la délégation allemande, à Versailles. L'enquête conclut que, seuls, MM. Velehor et M. Dimetrov ont affirmé avoir reçu des pierres, et qu'il n'a pas été possible de confirmer leurs affirmations.

Le lieutenant Claretie, du 2^e conseil de guerre, chargé de l'information pour coups et blessures ouverte contre X., a été révoqué de son instruction par un non-lieu.</

DERNIÈRE HEURE

5 HEURES DU MATIN

5 HEURES DU MATIN

EN ALLEMAGNE

HOMMAGE AU VAINQUEUR

EN HONGRIE

LES CONTES D'EXCELSIOR

LE JEUNE PEINTRE

par HORACE VAN OFFEL

Nous habitions en face de l'ancienne Académie de peinture d'Anvers. De notre fenêtre, nous voyions la statue du beau chevalier Van Dyck. Antoine Van Dyck se tenait tout droit sur son socle, le manteau sur l'épaule, la rapière au côté. Tist Crol, notre voisin, me racontait son histoire.

— Antoine, disait-il, était le fils d'un humble marchand ambulant. Il étudia chez Rubens. Mais, comme il était de mince origine, les nobles et les gros bourgeois de la ville le méprisaient. Dépit, Van Dyck s'embarqua pour l'Angleterre. Et là, il fit le portrait du roi Charles et de tous les princes et de toutes les princesses de la Cour. Les dames se faisaient peindre en deesse avec une étoile dans les cheveux. Les jeunes gens mettaient des habits de satin, des gants brodés d'or ou une cuirasse milanaise garnie de dentelles. Le roi fut si satisfait qu'il donna à l'artiste une épée de chevalier. L'Ordre de la Jarretière et beaucoup d'argent. Alors, Van Dyck revint à Anvers, et se promena à la place de Meir, vêtu comme un riche seigneur. Ceux qui l'avaient traité d'arrogance furent bien étonnés.

Et Tist Crol ajoutait : — Tache de faire comme lui ! Tist Crol n'était que peintre en bâtiments, mais, pendant sa jeunesse, il avait fait au prix de Rome. Sa boutique, baroquée au haut en bas de losanges jaunes, bleus, rouges et verts, ressemblait, au milieu des maisons blanches, à un Arlequin espiègle entouré de Pierrots maussades. Tist était l'ami de mon père. A eux deux, ils parlaient d'art et de littérature. Parfois, ils se disputaient.

Je les écoutais en dessinant des onihommes. Un jour, Tist Crol s'écria : — Edouard, cet enfant a des dons ! Il faut l'envoyer à l'Académie.

Lavis plut à mon père. Il me conduisit chez le directeur de l'Ecole de peinture. C'était M. Verlat, un homme fameux pour sa façon de peindre les lions, les buffles et les singes.

Quelle émotion en parcourant les vastes corridors de l'Académie ! Partout, entre les colonnes, il y avait des groupes et des statues antiques. Déjà, pour les avoir admirées en image, les formes nerveuses et sveltes du Discobole, de Diane chasseresse, de la Vénus de Médicis m'étaient familières. De même, je reconnais les bustes d'Ariane, de Jupiter, d'Apollon et de Minerve. Dans l'antichambre du directeur s'alignaient les mannequins habillés de la classe de costume, depuis le guerrier grec coiffé d'un casque harmonieux au cimier recourbé en col de cygne jusqu'à l'arabesque seizième siècle portant le morion pointu et le pourpoint taillé.

M. Verlat reçut mal notre requête. « J'étais trop jeune », me disait-il. Les autres élèves me feraient des misères. D'ailleurs, je n'étais pas assez grand pour atteindre les pupitres sur lesquels on travaillait en se tenant debout. Il allait me renvoyer, quand mon père lui montra mes croquis. Une « Chasse au rhinocéros dans le pays des Bangalas » dérida le célèbre animalier.

Alors, dit-il, nous lui donnerons un petit banc. Je fus inscrit dès le lendemain. C'était encore l'ancienne Académie. La peinture s'y enseignait selon des principes vénérables, datant pour le moins de l'époque de David. D'abord, il fallait apprendre à imiter, à la perfection, des planches lithographiées : des ornements, des têtes, des têtes ombreées, des figures et des figures ombreées. Pour arriver à la classe des études d'après nature, on passait par mille épreuves. Certains élèves n'y parvenaient qu'avec de la barbe au menton et atteints d'une calvitie précoce et inesthétique.

Bien sûr, je m'aperçus qu'un dur apprentissage m'attendait. Mes compagnons d'études me choisirent tout de suite pour la victime préférée des brimades traditionnelles. Ils m'appelaient la Puce, à cause de ma taille minuscule. Et ils me noircissaient les joues au fusain broyé, ou jetaient dans mes cheveux des boules de poix gluante. Une fois, l'un

d'eux me donna du pain beurré pour nettoyer mon dessin. Le Laocoon, sur lequel je suis depuis quinze jours, se couvrit subitement de taches suspectes, comme si déjà la morsure des serpents venimeux produisait ses terribles effets ! Les élèves de l'Académie étaient la terreur du quartier. Après les cours, ils sortaient en bande, chantant à tue-tête, tirant les sonnettes et molestant les servantes. Ceux qui avaient de l'argent allaient manger des crêpes dans une friture établie à quelques pas de la maison de mes parents.

Cette friture était tenue par la mère Katto. La mère Katto était naine, bossue et boteuse. Elle riait toujours. Même lorsqu'un de ces méchants drôles lui disait : — Maman Katto, si tu ne me sers pas bien, je te ferai rentrer la bosse dans le corps à coups de poing.

Un soir, comme je passais par là, l'odeur des crêpes m'attira. J'avais quatre sous. J'entraî bravement dans la boutique. Une demi-douzaine de rapins faméliques s'y trouvaient réunis, autour d'une table ronde sur laquelle étaient posés une lampe à pétrole et des couverts. Ils mangeaient à la hâte en jetant des regards inquiets par-dessus leur épaule. Mon entrée déclencha une tempête de huées et de railleries.

— Voilà la Puce ! Katto, voilà un excellent mari pour toi ! M. et Mme La Puce... Mais, prenez garde, il va se noyer dans la pâte ! — Allez ! allez ! dit la vieille Katto. Je connais mon Académie. Il y a vingt ans que je suis établie ici. J'ai parlé avec des apprentis qui sont devenus des maîtres. Ils ne laissaient pas tant de bruit que vous... Que désirez-vous, mon enfant ? — Des beignets, madame.

La bonne vieille me remit aussitôt un paquet de boules bien grasses et bien chaudes. J'allais me retirer, lorsqu'un des consommateurs se leva d'un bond, souffla la lampe et s'enfuit en bousculant tout sur son chemin. Les autres, peu soucieux de payer leur écol, en firent autant. Katto perdit ses sabots, tomba sur moi et me renversa. Toute la bande nous passa sur le corps, pendant que mes beignets s'éparpillaient par terre comme une troupe de souris affolées.

Katto se leva la première et frota une allumette. Elle regarda longuement son intérieur dévasté. Les assiettes étaient cassées, les verres en miettes, le bec de la lampe faussé. Toute la pâte, soigneusement préparée, se répandait sur les carreaux rouges du sol. Cependant Katto riait toujours, de son rire éternel et résigné de bossue. Et ce rire était si triste que je me mis à pleurer. Elle ne comprit pas pourquoi je pleurais ainsi, car elle murmura d'une voix très douce :

— Ce n'est rien, mon petit ; à la place de tes beignets perdus, je te donnerai une belle gaufre. — Non, fit-je, ce n'est pas pour ça, madame... C'est pour vos assiettes, pour vos verres... pour votre lampe, et... pour tout, pour tout... — Ce n'est rien, répéta Katto. C'est eux qu'il faut plaindre. Ils me jouent souvent de ces tours, parce qu'ils sont méchants. Parce qu'ils ne savent que détruire et étendre des lampes. Ah ! ils ont beau aller à l'Académie, ils ne seront jamais que des casseurs d'assiettes, de pauvres casseurs d'assiettes. Pensez, depuis le temps que je suis ici ! J'en ai vu de gens de cette sorte. D'abord, ils font un peu de bruit, puis on n'en parle plus. Toi, c'est différent. Tu as bon cœur, tu réussiras. Un jour, tu nous rendras comme le chevalier Van Dyck, que tu vois là-bas sur sa statue, tout rayonnant de beauté et de gloire.

Hélas ! ces belles paroles et cette belle promesse ne me consolèrent point. Tout le long du chemin, je mangeai ma gaufre sucrée en l'arrosant de mes larmes amères. Et, maintenant encore, quand j'y pense, cette aventure comique me fait pleurer un peu.

HORACE VAN OFFEL.

Le pourvoi de Toqué

Les condamnés de l'affaire des dénonciateurs de Lacom, ont, à peu près tous, signé leur pourvoi en révision.

Le défenseur de Toqué, M. Alcide Delmont, a relevé un cas de révision sur lequel il fonde son espoir.

A la dernière audience des débats, le défenseur de Toqué a déposé des conclusions demandant la disqualification de l'inculpation. Aucune réponse n'a été faite à ces conclusions. Le conseil les a simplement rejetées en condamnant Toqué à mort.

Or, d'après la jurisprudence des conseils de révision, un jugement motivé doit toujours répondre aux conclusions de la défense. Il y aurait donc, d'après la thèse de M. Alcide Delmont, un cas de nullité.

Le Congrès d'Amsterdam

L'aveu des syndicalistes de Berlin

AMSTERDAM, 30 juillet. — Après cinq heures de discussion, la conférence des responsables s'est enfin mise d'accord.

Le débat porta surtout sur l'attitude des délégués allemands Legien et Sassenbach. Or, sait, en effet, que ces deux délégués voulaient considérer comme nulle leur déclaration de samedi dernier, reconnaissant « que la Belgique avait été traitée d'une manière injuste ».

La volte-face des syndicalistes de Berlin n'a pas été admise, et Sassenbach a dû annoncer à l'assemblée que la délégation allemande confirmait sa déclaration de samedi.

L'ancienne internationale syndicaliste peut être ainsi considérée comme liquidée. Cet après-midi, la conférence commença ses travaux en vue de l'édification, sur des bases plus larges, de la nouvelle internationale des syndicats qui représentera plus de 17 millions de travailleurs organisés.

De Ponthieu triomphe de Grassi

Hier soir s'est disputé, à la Salle Wagram, un match comptant pour le championnat de France poids plume, entre De Ponthieu, tenant, et Auguste Grassi, challenger.

Le combat, qui devait durer vingt reprises, s'est terminé à la quatorzième par abandon de Grassi.

De Ponthieu a dominé pendant tout le match, et il a même envoyé son adversaire par terre à la deuxième et à la dixième reprise. De Ponthieu conserve donc son titre.

ABONNEMENTS DE SAISON

Afin d'éviter à nos lecteurs les inconvénients qu'ils pourraient rencontrer pour se procurer « Excelsior » dans certaines localités, nous avons créé des abonnements de saison au tarif suivant :

	1 semaine.	1 fr. 25	1 mois.	4 fr.
France.	1 fr. 25	1 fr. 25	1 fr. 25	1 fr. 25
Etranger.	2 fr.	2 fr.	2 fr.	2 fr.

Dans l'impossibilité de faire recouvrer ces sommes, prière de vouloir bien accompagner toute demande du montant de l'abonnement.

LE GOUVERNEMENT DÉCIDE LA CRÉATION D'UNE HAUTE COUR

Elle jugera les responsabilités de la guerre, au sujet desquelles des révélations nouvelles sont encore apportées.

BALE, 30 juillet. — On mande de Weimar : La constitution d'une Haute Cour de Justice pour le jugement des responsables de la guerre a été décidée hier à Weimar. Une commission parlementaire de quinze membres expédiera les travaux préparatoires, et la Haute Cour de Justice jugera pour ainsi dire en deuxième instance.

L'Assemblée nationale, le grand débat politique continuant.

Le député libéral, de parti populaire, après avoir fait l'éloge du nouveau ministre des Affaires étrangères, Muller, a déclaré que les révélations d'Escherger n'étaient pas exactes sur les points essentiels.

L'orateur reproche à M. Escherger de n'avoir pas parlé à temps, s'il était au courant de ces faits le 12 avril 1917, et s'il était vraiment convaincu que le peuple aurait forcé la paix, les ayant connus.

Il fallait, au moins, d'entendre de telles choses, ou veiller à ce que la vérité ne fût pas cachée au peuple allemand dans une telle circonstance.

M. Riesser raconte ensuite que, le 17 juin 1917, un homme de confiance visita M. Escherger qui lui déclara que le gouvernement était d'avis que l'Allemagne devait avoir les bassins miniers de Longwy et de Briey. Il fallait éclairer dans ce sens l'opinion publique, et en effet, divers offices de presse dépendant de M. Escherger travaillèrent dans ce sens en août 1917.

En conséquence, déclare M. Riesser, nous ne pouvons pas nous décider à un vote de confiance pour le gouvernement. Nous voterons la méfiance.

L'organisation nouvelle des finances de l'Empire

BALE, 30 juillet. — On mande de Weimar : Les ministres-présidents et les ministres des Finances des États particuliers sont arrivés à Weimar afin de s'entendre avec le gouvernement relativement à la nouvelle organisation financière.

On prévoit un retard dans le vote de la Constitution

BALE, 30 juillet. — On télégraphie de Weimar : La séance d'hier après-midi, qui devait être consacrée à l'examen, en troisième lecture, du projet de Constitution, a débuté par un débat assez vif, qui s'est engagé avec Noske au sujet de l'arrestation de grévistes incarcérés à Essen. Des scènes tumultueuses s'ensuivirent, provoquées par l'attitude des indépendants, et notamment de Mme Ziehl, qui fut plusieurs fois rappelée à l'ordre par le président.

On put enfin passer à l'examen du projet de Constitution et entamer la discussion générale. Toutefois, plusieurs amendements ayant déjà été déposés, il n'est pas certain que la Constitution soit votée définitivement vendredi, comme on le prévoyait.

L'Assemblée s'ajourna ensuite à mercredi, 10 heures.

Ludendorff et la guerre sous-marine

BERNE, 30 juillet. — D'après une dépêche de Berlin du 30 juillet, la *Berliner Zeitung am Mittag* publie une courte réponse de Ludendorff aux déclarations des ministres Bauer et Müller et du député Gotheim, faites à la séance de l'Assemblée nationale de lundi.

Dans cette réponse, Ludendorff énonce que la décision concernant la guerre sous-marine remonte non pas au 18 mars, mais au 9 janvier 1917, et elle aurait été prise d'un commun accord avec le chancelier d'empire. Au reste, le livre de Ludendorff, qui doit paraître au milieu d'août, donnera des éclaircissements sur les actions du gouvernement.

Le sauvetage des navires allemands coulés à Scapa-Flow

LONDRES, 30 juillet. — A la Chambre des Communes, M. Long, premier lord de l'Amirauté, répondant à une question, dit que la situation actuelle quant aux opérations de sauvetage des navires allemands coulés à Scapa-Flow est la suivante :

Le cuirassé *Boden*, les trois croiseurs *Eden*, *Frankfurt* et *Nürnberg* et quinze contre-torpilleurs ont été renfloués. Les opérations de sauvetage de trois autres contre-torpilleurs continuent.

Les conventions de commerce

Le *Journal Officiel* publie, ce matin, une loi fixant les conditions dans lesquelles le gouvernement est autorisé à négocier les conventions de commerce.

Une exposition des arts décoratifs

Par décret du ministre du Commerce, il est institué à Paris, en 1922, une Exposition internationale des arts décoratifs.

M. Marc Réville, député du Doubs, est nommé commissaire général de cette exposition.

Les mobilisés à l'intérieur

Les militaires des 21 juin 1918 et du 8 août 1919 ont fixé les règles à suivre pour rapprocher de leur domicile les hommes du service armé ou du service auxiliaire appartenant aux classes normalement employées sur le territoire.

Ces classes sont actuellement les suivantes :

S. A. — Classes 1910 et plus anciennes.

S. N. — Classes 1915 et plus anciennes.

En raison de la démobilité en cours des classes de la réserve, des difficultés résultant de l'exécution des nombreux transports de démobilisation et de la concentration pendant la même période, du court espace de temps pendant lequel les militaires en cause resteront encore sous les drapeaux, il n'y a plus lieu de proposer aucune mutation ayant pour but de rapprocher les intéressés de leur domicile, et le président du Conseil ministre de la Guerre vient de décider, en conséquence, que les dispositions des circulaires susvisées sont abrogées.

LE LORD-MAIRE DE LONDRES PRONONCE UN BEL ÉLOGE DU MARÉCHAL FOCH

Il rappelle en termes émuants comment le généralissime porta à l'Allemagne le coup mortel.

LONDRES, 30 juillet. — Le matin à huit heures, à Mansion House, le lunch offert par le lord-maire au maréchal Foch.

La table avait été dressée dans la grande salle historique où pendent les banderoles séculaires des corporations de la Cité.

Les invités, au nombre de plus de 200, réunissant l'élite anglo-française. Le lord-maire avait à sa droite la lady mayress et le maréchal Foch ; à sa gauche Mme Lloyd George, M. Cambon, les ministres anglais ; des généraux complétaient la table d'honneur.

Le cadre luxueux et les uniformes d'apparat, aux couleurs splendides, donnaient à la cérémonie une véritable note de grandeur qui impressionnait vivement l'assistance.

A la fin du repas, le lord-maire prit le premier la parole pour louer magnifiquement l'éloge du maréchal Foch. Voici en quels termes il le fit :

— On ne s'accorde pas toujours sur les réputations, mais il n'est personne qui ne considère le maréchal comme un des plus grands soldats de l'histoire. C'est pendant les mois terribles de 1918 que la grandeur du génie de Foch s'est révélée. Maintes fois, la situation des Alliés sembla désespérée par suite des succès allemands ; mais enfin vint le moment que Foch attendait et qu'il avait préparé. Le premier coup fut porté dans la terrible suite de revers, dont le résultat fut la déroute complète et la reddition de l'Allemagne. Le triomphe de notre bote actuel, en 1918, n'est pas le résultat d'un mois de travail, c'est le couronnement de cinquante années d'un travail acharné, dont le début remonte, je crois, à 1870, alors que la France gisait saignée aux pieds de l'Allemagne. Foch débutait alors comme officier d'artillerie, arme dans laquelle débuta Napoléon, que Foch a pris pour modèle.

Après avoir été l'instructeur de la nouvelle génération d'officiers français, le maréchal devint homme d'action ; quand éclata la guerre, il fit ses preuves dans la grande retraite, ensuite sur la Marne et sur l'Yser.

Foch atteignit enfin la situation que l'on gémie juste à temps pour sauver l'Alliance d'un insuccès fatal, d'une paix de compromis, sinon de pire encore. Nous, les Britanniques, nous comptons parmi les chefs de nos armées des héros dont les services durant la guerre ont mérité la plus haute admiration et une gratitude éternelle ; mais notre respect pour le maréchal Foch n'en est pas diminué. Notre confiance en Foch s'est accrue par le fait qu'il est à la fois un grand soldat et un grand homme. Son étonnante capacité est due à sa force de pensée et à ses qualités de cœur.

Le maréchal Haig parla ensuite :

Il retraça les services éminents rendus par le maréchal, non seulement à la France, mais à tous les alliés. L'unité, dit-il, qui existe entre eux de longue date, fut mise à l'épreuve dans de nombreuses batailles ainsi qu'au cours de multiples conférences.

Le maréchal Haig rendit ensuite hommage à la valeur des armées françaises qui, à elles seules, ont tenu tout le front en attendant que les armées britanniques fussent formées et entraînées. Il conclut en déclarant que c'est le maréchal Foch qui a rendu la victoire possible : « Nous sommes tous fiers, dit-il, qu'au moment où il devint nécessaire de trouver un commandant en chef pour les armées alliées, la France put donner un tel homme. »

Les applaudissements qui éclatèrent à la fin de cette phrase furent tels, que le maréchal Foch dut attendre plusieurs minutes pour prononcer son discours.

Quand les gouvernements, dit-il, ont pris comme formule l'unité de commandement, les exécutants ne doivent pas prendre comme formule, de leur côté : « Plus d'union dans le mouvement en avant ! »

Pas un chef dans nos grandes armées alliées n'a manqué à cette parole de ralliement contre l'ennemi et nous avons sans cesse marché ensemble sur lui, le cœur haut, la main dans la main, l'œil toujours ouvert sur les périls de la route, et par là nous avons atteint le but assigné : la capitulation de l'ennemi.

Par l'armistice du 11 novembre, nous l'avons rejeté au delà de ses frontières naturelles.

M. Cambon proposa ensuite un toast en l'honneur du lord-maire et de la lady-mayress et fit l'éloge de la charité inépuisable de la Cité de Londres.

Tous les discours furent soulignés par le crépitement continu des applaudissements.

A sa sortie de Mansion House, la première voiture qui se trouvait devant le maréchal Foch, M. Cambon, les ministres anglais et Corviart, a défilé sous une tempête d'acclamations. Le maréchal Foch a été salué surtout du cri de : « Vive notre nouveau maréchal ! » à l'occasion de la distinction sans exemple dans l'histoire britannique, dont il venait d'être l'objet.

Le maréchal Foch se montra fort ému de l'accueil qui lui avait été réservé. Au cours du trajet, il se tourna vers le lord-maire et s'écria : « Mon Dieu, quel est magnifique ! »

Le maréchal Foch est reparti pour la France ce soir à 7 heures.

M. Cambon et un certain nombre de personnalités anglaises et françaises se trouvaient sur le quai de la gare.

Les fusiliers marins en Belgique

LORIENT, 30 juillet. — Une députation de fusiliers marins a quitté Lorient aujourd'hui avec le drapeau de la brigade de l'amiral Ronarc'h, qui défendit Dixmude en 1914.

Elle va participer aux fêtes organisées par la Ligue maritime en Belgique.

BREST, 30 juillet. — La musique des équipages de la flotte quitta Brest demain matin, jeudi, se rendant à Dixmude, où doit avoir lieu la cérémonie de la pose de la première pierre du monument élevé à la mémoire des soldats français et belges.

Les marins visiteront Bruxelles, Anvers et Charleroi.

AROME PATRELLE

Donne au bouillier Goutte anglaise et belle moultre dorée

Ayuntamiento de Madrid

Donne au bouillier Goutte anglaise et belle moultre dorée

AROME PATRELLE

Donne au bouillier Goutte anglaise et belle moultre dorée

AROME PATRELLE

Donne au bouillier Goutte anglaise et belle moultre dorée

AROME PATRELLE

Donne au bouillier Goutte anglaise et belle moultre dorée

AROME PATRELLE

Donne au bouillier Goutte anglaise et belle moultre dorée

AROME PATRELLE

Donne au bouillier Goutte anglaise et belle moultre dorée

AROME PATRELLE

Donne au bouillier Goutte anglaise et belle moultre dorée

JONNAR
DU V
ERNE
LGÉRIE
TE POSE
designa
important
il tiendra
M. ABEL
doit dési
M. Jonnar
gérie, que
voit orga
ser à se
sent épron
La Chambr
a-t-il dit, il y
encore 76.610 officiers présents aux
armes, soit 10.772 en excédent de la loi des
armes. La proposition pour le personnel en
excédent était de 1.000 hommes.
Le rapporteur de la commission du bud
get, M. Luchaire, a-t-il dit, a-t-il dit, il y
encore 76.610 officiers présents aux
armes, soit 10.772 en excédent de la loi des
armes. La proposition pour le personnel en
excédent était de 1.000 hommes.
Le rapporteur de la commission du bud
get, M. Luchaire, a-t-il dit, a-t-il dit, il y
encore 76.610 officiers présents aux
armes, soit 10.772 en excédent de la loi des
armes. La proposition pour le personnel en
excédent était de 1.000 hommes.
Le rapporteur de la commission du bud
get, M. Luchaire, a-t-il dit, a-t-il dit, il y
encore 76.610 officiers présents aux
armes, soit 10.772 en excédent de la loi des
armes. La proposition pour le personnel en
excédent était de 1.000 hommes.
Le rapporteur de la commission du bud
get, M. Luchaire, a-t-il dit, a-t-il dit, il y
encore 76.610 officiers présents aux
armes, soit 10.772 en excédent de la loi des
armes. La proposition pour le personnel en
excédent était de 1.000 hommes.
Le rapporteur de la commission du bud
get, M. Luchaire, a-t-il dit, a-t-il dit, il y
encore 76.610 officiers présents aux
armes, soit 10.772 en excédent de la loi des
armes. La proposition pour le personnel en
excédent était de 1.000 hommes.
Le rapporteur de la commission du bud
get, M. Luchaire, a-t-il dit, a-t-il dit, il y
encore 76.610 officiers présents aux
armes, soit 10.772 en excédent de la loi des
armes. La proposition pour le personnel en
excédent était de 1.000 hommes.
Le rapporteur de la commission du bud
get, M. Luchaire, a-t-il dit, a-t-il dit, il y
encore 76.610 officiers présents aux
armes, soit 10.772 en excédent de la loi des
armes. La proposition pour le personnel en
excédent était de 1.000 hommes.
Le rapporteur de la commission du bud
get, M. Luchaire, a-t-il dit, a-t-il dit, il y
encore 76.610 officiers présents aux
armes, soit 10.772 en excédent de la loi des
armes. La proposition pour le personnel en
excédent était de 1.000 hommes.
Le rapporteur de la commission du bud
get, M. Luchaire, a-t-il dit, a-t-il dit, il y
encore 76.610 officiers présents aux
armes, soit 10.772 en excédent de la loi des
armes. La proposition pour le personnel en
excédent était de 1.000 hommes.
Le rapporteur de la commission du bud
get, M. Luchaire, a-t-il dit, a-t-il dit, il y
encore 76.610 officiers présents aux
armes, soit 10.772 en excédent de la loi des
armes. La proposition pour le personnel en
excédent était de 1.000 hommes.
Le rapporteur de la commission du bud
get, M. Luchaire, a-t-il dit, a-t-il dit, il y
encore 76.610 officiers présents aux
armes, soit 10.772 en excédent de la loi des
armes. La proposition pour le personnel en
excédent était de 1.000 hommes.
Le rapporteur de la commission du bud
get, M. Luchaire, a-t-il dit, a-t-il dit, il y
encore 76.610 officiers présents aux
armes, soit 10.772 en excédent de la loi des
armes. La proposition pour le personnel en
excédent était de 1.000 hommes.
Le rapporteur de la commission du bud
get, M. Luchaire, a-t-il dit, a-t-il dit, il y
encore 76.610 officiers présents aux
armes, soit 10.772 en excédent de la loi des
armes. La proposition pour le personnel en
excédent était de 1.000 hommes.
Le rapporteur de la commission du bud
get, M. Luchaire, a-t-il dit, a-t-il dit, il y
encore 76.610 officiers présents aux
armes, soit 10.772 en excédent de la loi des
armes. La proposition pour le personnel en
excédent était de 1.000 hommes.
Le rapporteur de la commission du bud
get, M. Luchaire, a-t-il dit, a-t-il dit, il y
encore 76.610 officiers présents aux
armes, soit 10.772 en excédent de la loi des
armes. La proposition pour le personnel en
excédent était de 1.000 hommes.
Le rapporteur de la commission du bud
get, M. Luchaire, a-t-il dit, a-t-il dit, il y
encore 76.610 officiers présents aux
armes, soit 10.772 en excédent de la loi des
armes. La proposition pour le personnel en
excédent était de 1.000 hommes.
Le rapporteur de la commission du bud
get, M. Luchaire, a-t-il dit, a-t-il dit, il y
encore 76.610 officiers présents aux
armes, soit 10.772 en excédent de la loi des
armes. La proposition pour le personnel en
excédent était de 1.000 hommes.
Le rapporteur de la commission du bud
get, M. Luchaire, a-t-il dit, a-t-il dit, il y
encore 76.610 officiers présents aux
armes, soit 10.772 en excédent de la loi des
armes. La proposition pour le personnel en
excédent était de 1.000 hommes.
Le rapporteur de la commission du bud
get, M. Luchaire, a-t-il dit, a-t-il dit, il y
encore 76.610 officiers présents aux
armes, soit 10.772 en excédent de la loi des
armes. La proposition pour le personnel en
excédent était de

LES COURS

— N. M. la reine des Pays-Bas, depuis son arrivée au château de Het Loo, accompagnée de Mlle de Marées Van Swinderen ou de la baronne Siet Van Marckveld, se rend presque journellement chez les ouvriers d'Utrecht, de Gortel, de Nijmegen, d'Elspet ou de Hoog-Soeren, afin d'y visiter des malades, à qui la souveraine remet des secours et des remèdes.

CORPS DIPLOMATIQUE

— N. M. le roi des Belges a reçu, au palais de Bruxelles, S. E. le prince Raspou, qui a remis au souverain les lettres d'accréditation après de lui en qualité d'ambassadeur d'Italie. Le souverain a également donné audience à la mission chinoise.

— Le poste d'ambassadeur de Grande-Bretagne en Italie sera probablement vacant vers la fin de l'année. S. E. sir Ronald Ross, qui l'occupe depuis onze ans, ayant l'intention de se retirer.

— Le général de brigade Sirro Almeria, lauréat de l'École de guerre, a été nommé à l'ambassade de France à Bruxelles.

INFORMATIONS

— Le général Pershing a donné, avant-hier soir, une dernière réception dansante intime, avant son départ pour les Etats-Unis.

— Miss Helen Gould vient d'arriver d'Amérique, et a rejoint son père, M. Frank Jay Gould, en sa propriété de Maisons-Laffitte.

— Pour fêter la nomination du professeur Vincent au grade de grand officier de la Légion d'honneur, un banquet vient d'être donné, sous la présidence de M. Monnier, sous-secrétaire d'Etat du service de Santé. A ce dîner, assistaient MM. Justin Godart, ancien ministre; E. Perrier, membre de l'Institut, et de nombreuses personnalités scientifiques et médicales, des discours ont été prononcés pour rappeler les immenses services rendus pendant la guerre par le médecin inspecteur général Vincent, par celui qui fut appelé, par l'un des généraux, le maréchal de la médecine militaire.

— Non en ce moment à Brider-les-Bains : Baronne Henri de Rothschild, M. Gracia Aranda, ministre du Brésil; comtesse du Perrier de Laroche, comtesse Jean de Ganay, M. Joseph Reinisch, M. et Mme Santo-Suarez, M. Joseph Clément, M. et Mme Deland, capitaine Whylock, comtesse M. Orłowska, etc., etc.

NAISSANCES

— Mme Pierre de Seussan de Marignan, née de Costa de Moraes, a mis au monde une fille : Antoinette.

FIANÇAILLES

— Nous apprenons les fiançailles de Mlle Marie-Louise Durand-Ruel, fille de M. Joseph Durand-Ruel et de Mme, née Lefebvre, avec le lieutenant aviateur Jean d'Alayer de Costemore d'Arc, fils du colonel d'Alayer de Costemore, commandant l'artillerie de la 127 division, et de Mme, née Rivière d'Arc.

— Mlle Adrienne Laverne, fille du général Laverne, grand officier de la Légion d'honneur, et de Mme, née de la Roche, a été fiancée au sous-lieutenant Jean Hubert, du 63^e régiment d'artillerie, décoré de la croix de guerre, fils du chef d'escadron d'artillerie, officier de la Légion d'honneur, et de Mme Hubert.

— On annonce les fiançailles de M. Robert de Lencquesaing, lieutenant au 6^e chasseurs à cheval, fils de M. de Lencquesaing et de Mme, née d'Espéranche, avec Mlle Savina Van Calven, fille du baron Albert Van Calven et de la baronne, née Van Ockerhout.

MARIAGES

— En présence d'une nombreuse assistance a été célébré, hier, en l'église Saint-Honoré d'Eylau, le mariage du marquis d'Espéranche, fils du général marquis d'Espéranche, décédé, et de la marquise, née de Bassano, avec Mlle de Gournon Saint-Cyr, fille du marquis de Gournon Saint-Cyr et de la marquise, née de Boissieu.

Les témoins étaient, pour le marié : le comte d'Espéranche-Vienne, son oncle, et le marquis de Castella, son beau-frère; pour la mariée : la vicomtesse Guy de Dampierre et le comte Bernard Noblet, son beau-frère. La bénédiction nuptiale a été donnée par l'abbé Bonneton, ami de la famille de la mariée.

— En l'église des Fontaines-Henri (Calvados) vient d'être célébré le mariage de Mlle Yvonne d'Ollivier, fille du comte de d'Ollivier et de la comtesse, née de Courmoulin, avec le comte Ernest de Neuville, lieutenant au 115^e d'infanterie, décoré de la croix de guerre avec palmes, fils du marquis de Neuville et de la marquise, née de Roué.

Les témoins de la mariée étaient : le marquis de Courmoulin, son grand-père, et le marquis d'Ollivier, son oncle; ceux du marié : le comte A. de Neuville, son cousin, et la vicomtesse O. de Roué, son oncle.

— S. G. M. M. Atti a été, hier, en l'église Saint-Julien-le-Pauvre, le mariage de Mlle Suzanne Mesurier, fille de M. Mesurier, directeur de l'Assistance publique, et de Mme Amélie Mesurier, née de Wailly, femme de lettres, avec le prince Louis de Bourbon. Les témoins étaient, pour le marié : M. M. Gustave Simon et Léon Robelin, officier de la Légion d'honneur; pour la mariée : le baron de Boissy d'Anglas, ancien sénateur, et le prince Charles de Bourbon, son frère.

Dans l'intimité vient d'être béni, en la cathédrale d'Albi, le mariage de Mlle Anne d'Albi, fille de M. Mesurier, lieutenant aviateur, décoré de la Légion d'honneur et de la croix de guerre, fils du baron d'Albi et d'Albi, avec Mlle Marie-Thérèse Bertrand de Beuvron, fille du colonel comte Bertrand de Beuvron, officier de la Légion d'honneur, et de la comtesse, née de Lallemand du Marais.

Le 29 juillet a été célébré, à l'église Notre-Dame des Champs, le mariage de Mlle Andrée Bapquié avec M. Henri Tardieu, décoré de la croix de guerre, fils du baron de Boissy d'Anglas, ancien sénateur, et le prince Charles de Bourbon, son frère.

— Lundi a été célébré, en l'église Saint-François-de-Sales, le mariage du vicomte Jacques de Larnage, lieutenant de réserve de cavalerie, décoré de la croix de guerre avec palmes et étoiles, fils du vicomte de Larnage, chef d'escadron d'artillerie territoriale honoraire, chevalier de la Légion d'honneur, avec Mlle Rose-Anne Liron, fille de M. Emmanuel Vireux, avocat, docteur en droit, décoré, et de Mme Claire Vireux, née Azema Magesgues.

La bénédiction nuptiale a été donnée par S. G. Mgr Clapton, évêque de Nice.

DEUILS

Nous apprenons la mort : Du général comte de Montagny, qui vient de succomber à l'âge de soixante-trois ans, des suites d'une maladie contractée au front. Il avait fait la campagne de 1870 comme officier de cavalerie, était commandeur de la Légion d'honneur et décoré de la croix de guerre.

De Mlle Françoise Dubouy de La Bessière, fille de feu le marquis de La Bessière, secrétaire d'ambassade, décédée à l'âge de quatre-vingt ans.

LA REINE DES CRÈMES d'un parfum suave et distingué, est irrésistible; vous pouvez donc en faire des provisions dans les Grands Magasins ou chez votre Coiffeur-Parfumeur.

En 48 heures nos braves Polus démolies obtiendront à des Prix spéciaux les Vêtements exécutés sur mesure par Paris-Tailleur, 3, Rue du Louvre.

MÈRES MAUSONS 140, Boulevard Saint-Germain, 140, Rue Lafayette.

LES JEUDIS DE MADO



COMMODITÉ

— Si nous faisons quelque chose ce soir ? propose monsieur.

— Il y a ainsi des jours où, sans savoir pourquoi, on rentre chez soi plus tôt que de coutume; où la sue, les plaisirs ou la flânerie vous appellent irrésistiblement.

— Excellente idée, approuve Mado.

— Alors, à table ?

— Une seconde; il faut que je m'habille.

Monsieur a entendu mille fois cette réponse; pourtant, il ne peut s'y faire. Il ne comprend pas, et peut-être ne comprendra jamais, comment, pourquoi, une femme qui est complètement vêtue éprouve le besoin, pour descendre dans la rue, sans autre but que de se promener ou d'entrer dans un cinématographe, de se déshabiller et de se rhabiller ensuite.

Aussi ne manque-t-il pas de protester : — Pourquoi le changer ? Tu es très bien ainsi !

— Je ne me change pas; mais tu ne voudrais pas, tout de même, qu'après avoir fait des visites depuis 3 heures de l'après-midi je sorte de nouveau après le dîner sans m'être donné un coup de peigne !

Monsieur n'y verrait aucun inconvénient; mais Mado a déjà déboulonné les manches de sa blouse, et, assise devant sa coiffeuse, dénoue ses cheveux. En secouant la tête, elle ne manque pas de dire : — Ah! qu'on est bien! Que ça soulage !

Elle pousse d'ailleurs le même soupir quand elle retire son manteau de fourrure, son corsage, ses jaretelles, ses souliers : en un mot tout ce qu'elle porte sur elle, comme si tous ces objets étaient autant de tyrans qui la martyrisent.

Monsieur suit l'opération d'un œil résigné; puis, pour tirer le temps, passe dans le cabinet de toilette. Mado l'interpelle aussitôt : — Maintenant, c'est moi qui t'attends; et nous serons en retard !

— Non, répond monsieur, qui cherche un faux col, nous ne serons pas en retard : il est 7 h. 35.

— Il est 8 heures moins 10, rectifie Mado.

— 7 h. 36, précise monsieur, pour qui sa montre est un oracle.

Mais Mado n'en veut pas démordre : — Il est tout de même 8 heures moins 10 !

On se met à table. Le potage, refroidi, est avalé en quelques cuillerées. Le poisson paraît; il est excellent. Monsieur en prend, en reprend, et le dégoûte avec une lenteur de gourmet. Le poulet rôti suit : un poulet parfait.

— Eh bien! déclare monsieur, après avoir mangé une aile et un retour de cuisse, à cheval! C'est fini !

— Il y a encore de la crème, fait observer Mado.

Mado aime les sucreries, et les mange avec des gourmandises de châteaux; monsieur, dont l'appétit est satisfait, se lève volontiers. Il pioche sa serviette ostensiblement, tire de son étui une cigarette et l'allume. Mado mange toujours.

— S'enferme, s'impatiente, repousse la chaise.

— Allons, dépêche-toi, tout de même, ou bien décidons de ne pas sortir...

— Oh! s'écrie Mado, tu ne vas pas me bousculer! Tu restes, nous sommes en avance...

— Nous sommes en avance ? Il est 8 h. 20 !

— A la montre ?

— A ma montre, il est 8 h. 5, mais tu m'as dit toi-même tout à l'heure que je retardais de quinze minutes...

— Naturellement ! ricane Mado; selon que cela t'est commode ou non, mon heure est la mauvaise ou la bonne !

MAURICE LEVEL.

courir le jardin, en compagnie de son officier d'ordonnance. Il ajouta que cette prière avait un objet particulier.

— Je désire, dit-il, revoir les lieux où je me suis promené avec lord Roberts et m'adresser à cet officier en que lord Roberts m'a confié, en ce laps de temps, des intentions de l'Allemagne et ce qui s'est passé depuis.

On sait que lord Roberts était, bien avant la guerre, parisien, amateur de la description générale.

D'après la bosse

A côté de l'inspecteur primaire, l'erreur des écoles communales, un autre fonctionnaire, non moins redoutable, va-t-il bien trouver place ?

Nous apprenons qu'un plurielogue a été demandé dans une certaine institution anglaise pour examiner le crâne des élèves et indiquer, d'après leurs « bosses », la voie normale qu'ils doivent suivre. Ce savant avait déjà, l'année précédente, manipulé ces têtes élautes. En certains cas, il a modifié le jugement qu'il avait porté antérieurement. Ainsi un enfant dont il avait qualifié le développement de tardif s'est trouvé avoir certaines particularités frontales quelque peu modifiées. Indigné, sans doute, du jugement porté, le marmot en question avait tenu à contredire le savant étranger, et durant toute l'année scolaire, il travailla avec ferveur et succès. Ce moyen serait peut-être excellent pour raviver l'intelligence assoupie de certains enfants. L'esprit de contradiction pourrait ainsi jouer un rôle bienfaisant.

Curieux records

Un digne élève l'autre jour son amplification en parlant incidemment d'une de ses sœurs qui mourut il y a cent ans.

— Commencez, se récrièrent les autres convives.

Le fait était vrai, pourtant, car le narrateur, âgé de soixante-cinq ans, était le plus jeune fils d'une famille de vingt-deux enfants, dont l'aîné était mort en 1819, à peine âgé de quelques semaines et trente-cinq ans avant la naissance du cadet de la tribu.

Ceci peut rappeler l'histoire de cette très vieille dame qui, sous Louis-Philippe, aimait à produire son petit effet en surarant :

— Le Grand Roi disait un jour à mon mari :

Ledit mari, né en 1695, avait, en effet, connu la cour de Louis XIV, puis épousé à quatre-vingts ans une petite pensionnaire de quinze.

Un centenaire

Récemment, à l'occasion du centième anniversaire de sa naissance, on vient de fêter, aux Etats-Unis, Susan Warner, un auteur aussi goûté outre-océan que peu connu chez nous. A l'exception de la Case de l'Oncle Tom, l'Amérique ne produisit jamais un livre qui fut aussi vendu et aussi lu que : *Le Monde, le vaste Monde*, Miss Warner l'écrivit à trente et un ans sous le pseudonyme de Elizabeth Witherell. Comme d'autres œuvres qui connurent le grand succès, ce livre faillit être refusé par l'éditeur. Mais la mère de M. Putnam, ayant lu le roman, poussa son fils à revenir sur sa décision. L'éditeur suivit le conseil maternel. Bien lui en prit.

La jeune Ellen, paragon de vertu, fit la conquête de tous les lecteurs américains. Et chose étrange, après soixante-dix ans, ses idées sont encore et même plus actuelles que celles de son époque.

LA LIBRAIRIE FLAMMARION MET SES ROMANS A 5 FRANCS !

A dater du 1^{er} août, tous les romans de la Librairie Flammarion seront vendus 5 francs — ou 5 francs seulement, et pas 7 !

Profitez-en pour acheter *Clarie*, le chef-d'œuvre de Barbusse (65 mille); *l'Absent*, d'Elie Dautin (10^e mille); *les Vieux Bergers*, de J.-J. Frappa (10^e mille); *Dans la Lumière*, de Léon Daudet (17^e mille); *Souris*, de Paul Marguerite (53 mille); et les derniers volumes parus ces jours-ci : *Edgar*, de Henri Duvernois; *le Monsieur*, de Gaston Chérau; *le Roman d'une Comédienne*, de Louis de Robert, et *Confidences*, d'Edmond Sée.

PONT DES ARTS

Voici le sujet proposé aux peintres logistes pour le concours de Rome : *Jeunesse et Vieillesse*. L'association de l'œuvre, une troupe joyeuse passe devant un vieillard.

La Société des études rospériennes va faire élever un monument à la mémoire du grand inconnu.

On vient d'inaugurer, en l'église Notre-Dame-de-Bon-Secours, de Chamaigne (Nord), la Pietà offerte par la nièce du peintre René Bouffande, mort à l'âge de l'honneur, le 8 mai 1915, à la Tranchée de Balonne. Il avait obtenu le premier second grand prix de Rome en gravure, et une mention en peinture. Cette Pietà était le tableau de son concours de 1914.

La ville de Lyon va édifier un Panthéon funéraire qui dominera la place du Rhône. Le monument est l'œuvre de l'architecte Tony Garnier. Sur ses piliers seront gravés les noms de tous les Lyonnais tués à l'ennemi.

Au cours de sa visite, le maréchal demanda à son hôte la permission de par-

gleterre. Aujourd'hui il fait partie du trésor de la couronne des Pays-Bas.

Charles II avait fait graver chaque pièce de son trésor sur un anneau en or d'Angleterre, d'Irlande, d'Ecosse et de France. Sur l'anneau du dernier roi de Hollande, ces armes furent gravées et remplacées par les armes de Hollande.

GROUPEMENTS LITTÉRAIRES

Depuis la paix, chaque jour amène son « association » nouvelle. Il semble que personne, après avoir lutté, combattu en commun, ne supporte plus, désormais, de vivre seul; que dis-je, de penser seul; car les hommes de lettres eux-mêmes obéissent à cet impérieux instinct de groupement. Or, les voici qui se réunissent à leur tour, entendent qu'il se divise.

Il y a ceux du groupe *Clarie*, et ceux du groupe de la *Pénée française*. D'autres brandiront, prochainement, n'en doutez pas, de nouvelles enseignes; et cela n'empêchera point les romans de paraître, les pièces d'être représentées. Heureusement ! A la vérité, il s'agit moins, en l'occurrence, de belles-lettres que de politique.

Et c'est ce qu'il faut déplorer. M. Eugène Montfort, le déplorait déjà fort judicieusement, la semaine passée, dans les *Morces*. M. Montfort a refusé son adhésion à tout groupement, quel qu'il soit; il entend demeurer libre. Il est certain que les signataires du groupe *Clarie*, ceux du groupe *Pénée française* ne le seront pas ! Le leur faudra répondre à des appels, manifester dans un sens ou dans l'autre, se réunir « sur la place publique », descendre dans la rue, agir, en un mot, et s'opposer à la défense de tel ou tel parti politique qui

les régit, modestement encore, sournoisement, mais qui ne tardera pas à se montrer. Dès lors, il est à craindre que ces réunions de littérateurs en apparence désintéressées, et dont beaucoup ignorent peut-être encore ce que l'on attend d'eux, dégénèrent en réunions du genre « d'union », que des confères soient entraînées par la force des choses, à nuire, professionnellement, à leurs confrères du camp opposé. Cela deviendra comme la « Désunion sacrée » : sacrée par des principes, des idées, désunion quand même ! Voilà ce qu'il conviendrait d'éviter, à tout prix. Ce n'est point pour défendre des principes politiques que les hommes de lettres ont intérêt à se grouper, ou à se diviser le répète, c'est tout un, mais en vue de défendre des tendances, des principes littéraires. Pour eux, il n'y a qu'un seul groupement possible et souhaitable, le groupement par « classe », qui diffère essentiellement du groupement par « parti ». Il y a les artistes et les faiseurs. Ce sont les premiers qui doivent se tenir les coudes, se fortifier, s'opposer à la marée envahissante des seconds : les plus actifs, les plus nombreux, les plus dangereux...

L'hommage du maréchal

Quoique les moindres détails du séjour en Angleterre du maréchal Foch aient été rapportés, on n'a rien dit de la visite qu'il fit, aux environs de Londres, à la comtesse Roberts, fille du feld-maréchal Roberts, son vieil ami et compagnon d'armes.

Au cours de sa visite, le maréchal demanda à son hôte la permission de par-

ler.

LA VILLE DE LYON VA ÉDIFIER UN PANTHÉON FUNÉRAIRE QUI DOMINERA LA PLACE DU RHÔNE. LE MONUMENT EST L'ŒUVRE DE L'ARCHITECTE TONY GARNIER. SUR SES PILIERS SERONT GRAVÉS LES NOMS DE TOUTES LES LYONNAISES TUÉS À L'ENNEMI.

LA SOCIÉTÉ DES ÉTUDES ROSPÉRIENNES VA FAIRE ÉLEVER UN MONUMENT À LA MÉMOIRE DU GRAND INCONNU.

ON VIENT D'INAUGURER, EN L'ÉGLISE NOTRE-DAME-DE-BON-SECOURS, DE CHAMAIGNE (NORD), LA PIÉTÉ OFFRTE PAR LA NIECE DU PEINTRE RENÉ BOUFFANDE, MORT À L'ÂGE DE L'HONNEUR, LE 8 MAI 1915, À LA TRANCHEE DE BALONNE. IL AVAIT OBTENU LE PREMIER SECOND GRAND PRIX DE ROME EN GRAVURE, ET UNE MENTION EN PEINTURE. CETTE PIÉTÉ ÉTAIT LE TABLEAU DE SON CONCOURS DE 1914.

LA VILLE DE LYON VA ÉDIFIER UN PANTHÉON FUNÉRAIRE QUI DOMINERA LA PLACE DU RHÔNE. LE MONUMENT EST L'ŒUVRE DE L'ARCHITECTE TONY GARNIER. SUR SES PILIERS SERONT GRAVÉS LES NOMS DE TOUTES LES LYONNAISES TUÉS À L'ENNEMI.

LA SOCIÉTÉ DES ÉTUDES ROSPÉRIENNES VA FAIRE ÉLEVER UN MONUMENT À LA MÉMOIRE DU GRAND INCONNU.

ON VIENT D'INAUGURER, EN L'ÉGLISE NOTRE-DAME-DE-BON-SECOURS, DE CHAMAIGNE (NORD), LA PIÉTÉ OFFRTE PAR LA NIECE DU PEINTRE RENÉ BOUFFANDE, MORT À L'ÂGE DE L'HONNEUR, LE 8 MAI 1915, À LA TRANCHEE DE BALONNE. IL AVAIT OBTENU LE PREMIER SECOND GRAND PRIX DE ROME EN GRAVURE, ET UNE MENTION EN PEINTURE. CETTE PIÉTÉ ÉTAIT LE TABLEAU DE SON CONCOURS DE 1914.

LA VILLE DE LYON VA ÉDIFIER UN PANTHÉON FUNÉRAIRE QUI DOMINERA LA PLACE DU RHÔNE. LE MONUMENT EST L'ŒUVRE DE L'ARCHITECTE TONY GARNIER. SUR SES PILIERS SERONT GRAVÉS LES NOMS DE TOUTES LES LYONNAISES TUÉS À L'ENNEMI.

LA SOCIÉTÉ DES ÉTUDES ROSPÉRIENNES VA FAIRE ÉLEVER UN MONUMENT À LA MÉMOIRE DU GRAND INCONNU.

ON VIENT D'INAUGURER, EN L'ÉGLISE NOTRE-DAME-DE-BON-SECOURS, DE CHAMAIGNE (NORD), LA PIÉTÉ OFFRTE PAR LA NIECE DU PEINTRE RENÉ BOUFFANDE, MORT À L'ÂGE DE L'HONNEUR, LE 8 MAI 1915, À LA TRANCHEE DE BALONNE. IL AVAIT OBTENU LE PREMIER SECOND GRAND PRIX DE ROME EN GRAVURE, ET UNE MENTION EN PEINTURE. CETTE PIÉTÉ ÉTAIT LE TABLEAU DE SON CONCOURS DE 1914.

LA VILLE DE LYON VA ÉDIFIER UN PANTHÉON FUNÉRAIRE QUI DOMINERA LA PLACE DU RHÔNE. LE MONUMENT EST L'ŒUVRE DE L'ARCHITECTE TONY GARNIER. SUR SES PILIERS SERONT GRAVÉS LES NOMS DE TOUTES LES LYONNAISES TUÉS À L'ENNEMI.

LA SOCIÉTÉ DES ÉTUDES ROSPÉRIENNES VA FAIRE ÉLEVER UN MONUMENT À LA MÉMOIRE DU GRAND INCONNU.

ON VIENT D'INAUGURER, EN L'ÉGLISE NOTRE-DAME-DE-BON-SECOURS, DE CHAMAIGNE (NORD), LA PIÉTÉ OFFRTE PAR LA NIECE DU PEINTRE RENÉ BOUFFANDE, MORT À L'ÂGE DE L'HONNEUR, LE 8 MAI 1915, À LA TRANCHEE DE BALONNE. IL AVAIT OBTENU LE PREMIER SECOND GRAND PRIX DE ROME EN GRAVURE, ET UNE MENTION EN PEINTURE. CETTE PIÉTÉ ÉTAIT LE TABLEAU DE SON CONCOURS DE 1914.

LA VILLE DE LYON VA ÉDIFIER UN PANTHÉON FUNÉRAIRE QUI DOMINERA LA PLACE DU RHÔNE. LE MONUMENT EST L'ŒUVRE DE L'ARCHITECTE TONY GARNIER. SUR SES PILIERS SERONT GRAVÉS LES NOMS DE TOUTES LES LYONNAISES TUÉS À L'ENNEMI.

LA SOCIÉTÉ DES ÉTUDES ROSPÉRIENNES VA FAIRE ÉLEVER UN MONUMENT À LA MÉMOIRE DU GRAND INCONNU.

ON VIENT D'INAUGURER, EN L'ÉGLISE NOTRE-DAME-DE-BON-SECOURS, DE CHAMAIGNE (NORD), LA PIÉTÉ OFFRTE PAR LA NIECE DU PEINTRE RENÉ BOUFFANDE, MORT À L'ÂGE DE L'HONNEUR, LE 8 MAI 1915, À LA TRANCHEE DE BALONNE. IL AVAIT OBTENU LE PREMIER SECOND GRAND PRIX DE ROME EN GRAVURE, ET UNE MENTION EN PEINTURE. CETTE PIÉTÉ ÉTAIT LE TABLEAU DE SON CONCOURS DE 1914.

LA VILLE DE LYON VA ÉDIFIER UN PANTHÉON FUNÉRAIRE QUI DOMINERA LA PLACE DU RHÔNE. LE MONUMENT EST L'ŒUVRE DE L'ARCHITECTE TONY GARNIER. SUR SES PILIERS SERONT GRAVÉS LES NOMS DE TOUTES LES LYONNAISES TUÉS À L'ENNEMI.

LA SOCIÉTÉ DES ÉTUDES ROSPÉRIENNES VA FAIRE ÉLEVER UN MONUMENT À LA MÉMOIRE DU GRAND INCONNU.

ON VIENT D'INAUGURER, EN L'ÉGLISE NOTRE-DAME-DE-BON-SECOURS, DE CHAMAIGNE (NORD), LA PIÉTÉ OFFRTE PAR LA NIECE DU PEINTRE RENÉ BOUFFANDE, MORT À L'ÂGE DE L'HONNEUR, LE 8 MAI 1915, À LA TRANCHEE DE BALONNE. IL AVAIT OBTENU LE PREMIER SECOND GRAND PRIX DE ROME EN GRAVURE, ET UNE MENTION EN PEINTURE. CETTE PIÉTÉ ÉTAIT LE TABLEAU DE SON CONCOURS DE 1914.

LA VILLE DE LYON VA ÉDIFIER UN PANTHÉON FUNÉRAIRE QUI DOMINERA LA PLACE DU RHÔNE. LE MONUMENT EST L'ŒUVRE DE L'ARCHITECTE TONY GARNIER. SUR SES PILIERS SERONT GRAVÉS LES NOMS DE TOUTES LES LYONNAISES TUÉS À L'ENNEMI.

LA SOCIÉTÉ DES ÉTUDES ROSPÉRIENNES VA FAIRE ÉLEVER UN MONUMENT À LA MÉMOIRE DU GRAND INCONNU.

ON VIENT D'INAUGURER, EN L'ÉGLISE NOTRE-DAME-DE-BON-SECOURS, DE CHAMAIGNE (NORD), LA PIÉTÉ OFFRTE PAR LA NIECE DU PEINTRE RENÉ BOUFFANDE, MORT À L'ÂGE DE L'HONNEUR, LE 8 MAI 1915, À LA TRANCHEE DE BALONNE. IL AVAIT OBTENU LE PREMIER SECOND GRAND PRIX DE ROME EN GRAVURE, ET UNE MENTION EN PEINTURE. CETTE PIÉTÉ ÉTAIT LE TABLEAU DE SON CONCOURS DE 1914.

LA VILLE DE LYON VA ÉDIFIER UN PANTHÉON FUNÉRAIRE QUI DOMINERA LA PLACE DU RHÔNE. LE MONUMENT EST L'ŒUVRE DE L'ARCHITECTE TONY GARNIER. SUR SES PILIERS SERONT GRAVÉS LES NOMS DE TOUTES LES LYONNAISES TUÉS À L'ENNEMI.

LA SOCIÉTÉ DES ÉTUDES ROSPÉRIENNES VA FAIRE ÉLEVER UN MONUMENT À LA MÉMOIRE DU GRAND INCONNU.

ON VIENT D'INAUGURER, EN L'ÉGLISE NOTRE-DAME-DE-BON-SECOURS, DE CHAMAIGNE (NORD), LA PIÉTÉ OFFRTE PAR LA NIECE DU PEINTRE RENÉ BOUFFANDE, MORT À L'ÂGE DE L'HONNEUR, LE 8 MAI 1915, À LA TRANCHEE DE BALONNE. IL AVAIT OBTENU LE PREMIER SECOND GRAND PRIX DE ROME EN GRAVURE, ET UNE MENTION EN PEINTURE. CETTE PIÉTÉ ÉTAIT LE TABLEAU DE SON CONCOURS DE 1914.

LA VILLE DE LYON VA ÉDIFIER UN PANTHÉON FUNÉRAIRE QUI DOMINERA LA PLACE DU RHÔNE. LE MONUMENT EST L'ŒUVRE DE L'ARCHITECTE TONY GARNIER. SUR SES PILIERS SERONT GRAVÉS LES NOMS DE TOUTES LES LYONNAISES TUÉS À L'ENNEMI.

LA SOCIÉTÉ DES ÉTUDES ROSPÉRIENNES VA FAIRE ÉLEVER UN MONUMENT À LA MÉMOIRE DU GRAND INCONNU.

ON VIENT D'INAUGURER, EN L'ÉGLISE NOTRE-DAME-DE-BON-SECOURS, DE CHAMAIGNE (NORD), LA PIÉTÉ OFFRTE PAR LA NIECE DU PEINTRE RENÉ BOUFFANDE, MORT À L'ÂGE DE L'HONNEUR, LE 8 MAI 1915, À LA TRANCHEE DE BALONNE. IL AVAIT OBTENU LE PREMIER SECOND GRAND PRIX DE ROME EN GRAVURE, ET UNE MENTION EN PEINTURE. CETTE PIÉTÉ ÉTAIT LE TABLEAU DE SON CONCOURS DE 1914.

LA VILLE DE LYON VA ÉDIFIER UN PANTHÉON FUNÉRAIRE QUI DOMINERA LA PLACE DU RHÔNE. LE MONUMENT EST L'ŒUVRE DE L'ARCHITECTE TONY GARNIER. SUR SES PILIERS SERONT GRAVÉS LES NOMS DE TOUTES LES LYONNAISES TUÉS À L'ENNEMI.

LA SOCIÉTÉ DES ÉTUDES ROSPÉRIENNES VA FAIRE ÉLEVER UN MONUMENT À LA MÉMOIRE DU GRAND INCONNU.

ON VIENT D'INAUGURER, EN L'ÉGLISE NOTRE-DAME-DE-BON-SECOURS, DE CHAMAIGNE (NORD), LA PIÉTÉ OFFRTE PAR LA NIECE DU PEINTRE RENÉ BOUFFANDE, MORT À L'ÂGE DE L'HONNEUR, LE 8 MAI 1915, À LA TRANCHEE DE BALONNE. IL AVAIT OBTENU LE PREMIER SECOND GRAND PRIX DE ROME EN GRAVURE, ET UNE MENTION EN PEINTURE. CETTE PIÉTÉ ÉTAIT LE TABLEAU DE SON CONCOURS DE 1914.

LA VILLE DE LYON VA ÉDIFIER UN PANTHÉON FUNÉRAIRE QUI DOMINERA LA PLACE DU RHÔNE. LE MONUMENT EST L'ŒUVRE DE L'ARCHITECTE TONY GARNIER. SUR SES PILIERS SERONT GRAVÉS LES NOMS DE TOUTES LES LYONNAISES TUÉS À L'ENNEMI.

LA SOCIÉTÉ DES ÉTUDES ROSPÉRIENNES VA FAIRE ÉLEVER UN MONUMENT À LA MÉMOIRE DU GRAND INCONNU.

ON VIENT D'INAUGURER, EN L'ÉGLISE NOTRE-DAME-DE-BON-SECOURS, DE CHAMAIGNE (NORD), LA PIÉTÉ OFFRTE PAR LA NIECE DU PEINTRE RENÉ BOUFFANDE, MORT À L'ÂGE DE L'HONNEUR, LE 8 MAI 1915, À LA TRANCHEE DE BALONNE. IL AVAIT OBTENU LE PREMIER SECOND GRAND PRIX DE ROME EN GRAVURE, ET UNE MENTION EN PEINTURE. CETTE PIÉTÉ ÉTAIT LE TABLEAU DE SON CONCOURS DE 1914.

LA VILLE DE LYON VA ÉDIFIER UN PANTHÉON FUNÉRAIRE QUI DOMINERA LA PLACE DU RHÔNE. LE MONUMENT EST L'ŒUVRE DE L'ARCHITECTE TONY GARNIER. SUR SES PILIERS SERONT GRAVÉS LES NOMS DE TOUTES LES LYONNAISES TUÉS À L'ENNEMI.

LA SOCIÉTÉ DES ÉTUDES ROSPÉRIENNES VA FAIRE ÉLEVER UN MONUMENT À LA MÉMOIRE DU GRAND INCONNU.

ON VIENT D'INAUGURER, EN L'ÉGLISE NOTRE-DAME-DE-BON-SECOURS, DE CHAMAIGNE (NORD), LA PIÉTÉ OFFRTE PAR LA NIECE DU PEINTRE RENÉ BOUFFANDE, MORT À L'ÂGE DE L'HONNEUR, LE 8 MAI 1915, À LA TRANCHEE DE BALONNE. IL AVAIT OBTENU LE PREMIER SECOND GRAND PRIX DE ROME EN GRAVURE, ET UNE MENTION EN PEINTURE. CETTE PIÉT

